Pourquoi voter Sud Energie

Au cours de sa longue histoire, le syndicalisme a permis des conquêtes sociales fondamentales et reste aujourd'hui un outil indispensable de défense des salariés.
Or depuis plusieurs années, le syndicalisme traditionnel est en crise, victime certes des attaques incessantes du patronat, du poids du chômage et de la précarité croissante des salariés…mais aussi de certaines de ses propres prises de position et pratiques.
Ainsi l'adaptation aux politiques libérales, jugées « inéluctables » par certains, le refus systématique de dépasser les stratégies inefficaces limitant l'action à des journées isolées pour les autres, n'ont pas permis d'enrayer les contre réformes qui se sont succédées depuis une vingtaine d'années.
C'est pour répondre à ces limites que des syndicats SUD se sont constitués dans de nombreuses entreprises et se sont regroupés dans **l'Union syndicale SOLIDAIRES**.

L'ACTION DE SUD ENERGIE DANS LES IEG

- **Défendre le Service public de l'Energie**

Les conséquences désastreuses de la libéralisation du secteur de l'énergie sont maintenant évidentes : hausse des prix, sous investissement, dégradation de la qualité du service, suppression massive d'emplois, etc.

Malgré la défaite de 2004, la bataille peut et doit se poursuivre :

⇒ en alertant l'opinion sur les méfaits de la libéralisation (notamment via la campagne que nous menons avec l'association ATTAC) ;

⇒ en impulsant la mobilisation, dans nos entreprises, contre toute nouvelle dégradation du service : fermetures d'agence, allongement des temps d'intervention, dégradation de la sécurité …

Nous voulons :

- **L'abrogations des Directives Européennes ouvrant le secteur de l'énergie à la concurrence, et le retour à un monopole public de production/transport/distribution contrôlé par les citoyens, seul garant de l'intérêt collectif**
- **Une politique ambitieuse de maîtrise de la consommation et de développement des Energies Renouvelables**

- **Combattre les réductions d'effectifs et d'emplois statutaires**

Des dizaines de milliers d'emplois statutaires ont disparu, parfois remplacés par de la sous-traitance pratiquant le dumping social : il s'agit de véritables plans sociaux alors que les profits d'EDF et GDF explosent. Pour nous salariés, cela signifie surcharge de travail, stress, perte de maîtrise technique, mise en danger des salariés et des installations...

Nous voulons :

- **L'arrêt des baisses d'effectifs et la mise en place d'un plan d'embauche**
- **L'arrêt de la sous-traitance et de l'intérim, et l'embauche au statut des salariés de ces entreprises**
- **Un plan de titularisation pour tous les salariés sous contrats divers**

- **Combattre les baisses de pouvoir d'achat et les régressions sociales**

Les négociations sur les salaires débouchent régulièrement sur une amputation du pouvoir d'achat : la perte est évaluée à 1 mois de salaire sur les 20 dernières années. Les Directions tentent de masquer cette perte de pouvoir d'achat par l'octroi de primes qui donne tout pouvoir au management pour en décider l'utilisation.

Nous voulons :

- **Un rattrapage du pouvoir d'achat, par une augmentation salariale égale pour tous**
- **Une réduction des écarts de salaire**
- **L'intégration des primes et de l'intéressement dans le salaire**
- **La stricte application de l'égalité salariale et professionnelle entre les hommes et les femmes**
- **L'application des grilles salariales d'EDF-GDF comme minima pour les personnels extérieurs**

- **Combattre la remise en cause de notre régime de retraite**

Quoi qu'en dise le Gouvernement, l'allongement du nombre d'annuités n'est pas inéluctable : il faut que le financement des retraites s'appuie sur une autre répartition des richesses pour permettre à tous les salariés de partir à la retraite avec 75% du meilleur salaire après 37,5 années de travail. Il s'agit donc bien d'un choix de société – celui d'un système solidaire par répartition - et non d'un problème financier.

Nous voulons :

- **Le maintien des conditions de retraite actuelles dans les IEG**
- **Leur extension aux autres salariés par l'abrogation des lois Balladur (pour le Privé) et Fillon (pour le Public)**
- **Un financement durable du système par répartition via l'augmentation de la part de la masse salariale dans la richesse produite** (correspondant à un rattrapage de la part perdue depuis 20 ans au profit des actionnaires)

- **Imposer de meilleures conditions de travail**

Stress, dépressions, placardisation, souffrances au travail et maintenant suicides : telles sont les conséquences de l'évolution des relations sociales dans l'entreprise depuis deux décennies, vers une mise en concurrence des salariés entre eux, la mise en place d'une hiérarchie relayant l'idéologie d'entreprise et la destruction des collectifs de travail.
Cette souffrance est également liée, à EDF-GDF, au remplacement d'objectifs de service public par la recherche exclusive de la rentabilité financière. Cela entraîne une perte de sens du travail pour chacun d'entre nous.

Nous voulons :

- **La reconnaissance du travail des agents en remplacement d'une logique d'évaluation et de contrôle constants tournés vers la sanction et l'individualisation des rémunérations**
- **L'introduction d'objectifs collectifs en lieu et place d'objectifs exclusivement individuels**
- **L'arrêt des réorganisations constantes et injustifiées.**

- **Réaliser l'égalité professionnelle entre les hommes et les femmes**

Si l'égalité existe dans les textes de loi, elle n'existe pas dans la réalité : les inégalités de salaire, de retraite, de temps de travail, de déroulement de carrière ne diminuent plus. Les filières où se concentrent les emplois féminins sont systématiquement les moins valorisés.

Nous voulons :

- **L'application réelle de l'accord de 2004, sa renégociation pour la période à venir et un budget pour le mettre en œuvre.**
- **La mise en œuvre de l'égalité par le haut entre hommes et femmes (ex : congés enfants malades).**

Développer d'autres formes d'action

Ces dernières années, plusieurs mobilisations n'ont pas permis de faire reculer le Gouvernement malgré leur ampleur, notamment la lutte contre le changement de statut de nos entreprises en 2004. La stratégie des journées d'actions ou des « temps forts » à répétition a ainsi montré son inefficacité.
Seules les formes de mobilisation s'appuyant sur des grèves reconductibles - comme en 1995 ou avec la mobilisation anti-CPE – se sont conclues par de réels succès.
Comme en 2004, c'est sur une telle orientation que nous nous battons face à des contre-réformes d'ampleur comme la question des régimes spéciaux de retraite.

UN SYNDICALISME DE TRANSFORMATION SOCIALE

SUD est **indépendant mais pas neutre,** car nous agissons sur des questions sociales qui dépassent l'entreprise :

- Parce que les « grandes questions » ont des conséquences majeures sur notre situation de salariés (ex : Europe et services publics, retraites) ;
- Parce que nous revendiquons un autre fonctionnement social, une autre répartition des richesses, une autre place pour l'homme dans la société.

C'est pourquoi notre syndicalisme sait « sortir de l'entreprise ». Il est interprofessionnel et présent dans les différents mouvements sociaux qui luttent pour des objectifs de dignité et de partage.

Nous avons donc fait campagne pour le « non » au traité constitutionnel car il institutionnalisait « la concurrence libre et non faussée », le dumping social et condamnait les services publics à la privatisation.
Nous nous sommes totalement impliqués dans **la mobilisation de la jeunesse contre le CPE**. Nous nous sommes pleinement reconnus dans leurs formes d'actions qui a permis de battre la machine à contre-réformes libérales.
Nous nous battons, au côté des différentes associations et collectifs (Réseau Education Sans Frontière, Attac, Convergence pour les services publics…) contre toutes les formes de discrimination et d'exclusion sociale.

DE NOUVELLES PRATIQUES SYNDICALES

Eviter toute bureaucratisation, tout éloignement des intérêts des agents, construire une organisation non hiérarchique et non centralisée, tels sont les principes qui guident nos modes de fonctionnement.
Les femmes et les hommes qui se présentent pour SUD ne le font pas pour faire carrière, ils n'en attendent aucun privilège. **Ils défendent les droits de tous les salariés travaillant pour nos entreprises, quels que soient leur contrat et leur entreprise** (sous-traitance, intérim), qu'ils soient adhérents ou non.

POUR DES ELECTIONS TOTALEMENT DEMOCRATIQUES

Si des SUD se développent dans le monde du travail ainsi qu'au sein d'EDF et GDF, c'est que de nombreux salariés se reconnaissent dans ce syndicalisme. Ils doivent pouvoir exprimer ce choix.
C'est un droit fondamental. Pourtant, nos directions font tout pour le limiter, voire l'interdire. Ils usent et abusent du recours juridique en s'appuyant sur un décret de 1966 maintenant condamné par la majorité des acteurs syndicaux et politiques.
Pour SUD-Energie et SOLIDAIRES, la seule démarche réellement démocratique est de donner la parole aux salariés. C'est à eux de dire, lors des élections professionnelles, qui est représentatif.

Votre vote est le plus efficace des soutiens pour renforcer notre syndicalisme